

Traces d'empire

Jean Dufourcq, Directeur d'études au CEREM
Mars 2009

On n'en fini pas de buter sur les traces d'empire qui marquent comme de vieilles cicatrices le monde euro-méditerranéen comme le monde eurasiatique. Le coup de force de l'été 2008 en Géorgie est venu rappeler cette dure réalité qui entretient la fièvre autour de nous. On a pris l'habitude d'explorer la conflictualité du XXIème siècle comme le résultat de tensions d'un nouveau type, conflit de civilisations, proliférations, terrorisme stratégique, voire même premières manifestations de nouvelles guerres de subsistance. C'est la classique tentation fonctionnaliste, entretenue par la mondialisation. Tout cela, qui n'est pas contestable, occulte cependant des réalités souvent plus banales : la plupart des conflits actuels, gelés ou ouverts, latents ou déclarés, procèdent dans notre vieille région de la fin des empires ; ces conflits d'aujourd'hui en sont la trace. Beaucoup avaient été gommés par la bipolarisation de la guerre froide et se sont envenimés à la fin de celle-ci.

Or se tromper dans l'analyse de la conflictualité actuelle, c'est se condamner à ne pouvoir l'enrayer. Il faut revenir à l'histoire et à la géographie des conflits et leur chercher des solutions qui pour être durables devront les respecter.

Pour illustrer cette observation, relevons les difficultés qu'a laissées en s'effondrant il y a un siècle l'empire austro-hongrois dans les Balkans occidentaux, et sa réplique différée la très douloureuse redistribution des pièces de la fédération yougoslave en Etats viables opérée dans les années 90. Elle n'est pas achevée. Combinée à l'implosion de l'empire viennois, celle de l'empire ottoman dont les traces subsistent aussi dans les Balkans, a laissé tout le Proche-orient sans schéma directeur malgré les mandats des puissances européennes à la fin de la 1^{ère} guerre mondiale et les diverses tentatives de création d'Etats arabes plus ou moins unifiés ; les

actuelles questions kurde, irakienne et syrienne en procèdent directement. La greffe de l'Etat d'Israël sur la terre de Palestine résulte d'une promesse héritée de la lutte des puissances européennes contre le 2^{ème} Reich et rendue impérative par les crimes du 3^{ème} Reich allemand. Plus loin, la difficile érection d'un pouvoir central stable en Afghanistan rappelle que la tension aux frontières floues avec le Pakistan est un héritage d'un empire britannique qui n'a pu organiser durablement la zone, pas plus que l'empire soviétique n'a su pacifier cette région en dix ans d'actions militaires avec des effectifs triples de ceux qu'y affectent aujourd'hui les pays de l'OTAN. Si l'on poursuit le tour de la Méditerranée, on tombe fatalement sur la question du Sahara en général, « terra nullius » pendant longtemps, que la dislocation des empires coloniaux a laissée instable avec l'abcès du Sahara espagnol qui bloque l'intégration maghrébine. Sans omettre les épines envenimées de l'îlot Persil et des « Presides » espagnols dans le Rif marocain ; une décolonisation inachevée. On pourrait évoquer au passage l'Afrique subsaharienne affligée d'Etats issus d'un découpage colonial qui en ignorant souvent les réalités humaines et économiques ne facilitait pas l'émergence de sentiment national ou de solidarité collective.

L'Europe occidentale de son côté, meurtrie par tant d'empires qui tour à tour ont essayé de la dominer a aujourd'hui érigé en principe directeur l'impossibilité de tout leadership national sur le continent. Et la communauté de destin et d'intérêts qu'incarne désormais l'Union européenne a, depuis les origines du conseil de l'Europe, porté une grande attention à la question du respect des minorités. Peu après l'effacement du rideau de fer, un pacte de stabilité européen a permis grâce à d'efficaces tables de stabilité régionales de régler au mieux les droits de chaque communauté sans retoucher les

POINT DE VUE

frontières existantes et d'intégrer dans l'Union des pays qui n'avaient plus de différends territoriaux, communautaires ou culturels. C'est grâce à ces dispositions vertueuses que les frontières ont pu petit à petit s'estomper et le continent s'homogénéiser en moins de 15 ans. Une expérience réussie à méditer.

La décomposition de l'empire soviétique au début des années 90 a également laissé des questions épineuses en suspens. On les connaît bien pour les avoir longuement répertoriées ces derniers temps; la question de l'enclave de Kaliningrad n'est pas la plus compliquée, pas plus que celles des minorités russes dans les Etats baltes dont le traitement requiert un simple respect des minorités et un minimum de retenue de bon voisinage. Plus complexes sont celles de la Transnistrie, de la Crimée qui possèdent un potentiel de catastrophe comparable à ceux de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Plus fondamentales encore sont celles de la Biélorussie et de l'Ukraine dont la « russité » structurelle relève de l'Histoire mais divise les habitants de ces pays slaves polarisés par Moscou au risque de leur viabilité ou de leur partition. Très aiguës enfin sont les questions du Transcaucasie qui ont été dopées par la ferme volonté américaine de soutien aux « révolutions de couleur » avec un fort arrière plan d'intérêt énergétique pour ce nœud essentiel de gazoducs. Les récentes réactions russes sonnent comme un coup d'arrêt à la politique de pénétration américaine en Asie centrale via le Caucase. Derrière les tensions actuelles que l'on qualifie de résurgence soviétique avec ce que cela a de menaçant, il vaudrait mieux rechercher les relents des temps où le tsar et le patriarche administraient cette partie du continent européen qui s'étend de la Vistule à l'Oural. A l'évidence pourtant, aujourd'hui c'est la prospérité et le développement régulé d'une région aux multiples atouts qui intéresse les peuples slaves, de Moscou à Minsk en passant par Kiev, et non l'installation d'une nouvelle ligne de démarcation Ouest/Est voire d'un nouveau rideau de fer eurasiatique. On comprend mieux que l'actuel pouvoir russe, tenté par un retour à des temps

plus westphaliens, ait proposé à plusieurs reprises un pacte paneuropéen de sécurité.

Faut-il souscrire à cette approche ? Ou attendre une vraie transition démocratique à Moscou. Quels sont nos intérêts stratégiques ? Quelles sont nos responsabilités géopolitiques ? Quelles valeurs voulons-nous porter ? Quelles sont nos lignes rouges ? Avons-nous les mêmes exigences, les mêmes intérêts que les Américains dans la recomposition du continent européen ? L'OTAN doit-elle y jouer toujours un rôle ? Autant de questions qu'il est urgent d'aborder sérieusement entre Européens d'abord puis avec la fédération de Russie sur la base d'intérêts communs identifiés et ensuite avec les Américains qui, de l'extérieur du continent, ont d'autres préoccupations de puissance dont il faut tenir compte mais qui ne peuvent prévaloir sur la construction d'un espace stable de l'Atlantique à l'Oural. Le temps des empires est terminé.